



ÉNERGIES REPORTAGE

## Pétrole, gaz : le Texas malade des énergies polluantes

Sur les rivages du golfe du Mexique, l'essor du gaz naturel liquéfié inquiète. Car la région, qui s'apprête à augmenter sa production pour répondre à la demande européenne, souffre déjà de la pollution causée par les géants du pétrole et du gaz installés sur place, à l'instar de TotalEnergies.

**Patricia Neves**

4 novembre 2022 à 14h11

---

**P**ort Arthur (États-Unis).– Une histoire revient régulièrement dans le sud-est du Texas, dans les petites villes qui bordent le golfe du Mexique. La région abrite les plus grands industriels du pétrole et du gaz. L'histoire a plusieurs variantes mais toutes ressemblent à celle-ci : « *J'ai un très bon ami qui est mort il y a environ six mois, il avait un cancer.* »

Ce deuil est confié à Mediapart par John Beard, militant écologiste et ancien agent de maintenance du pétrolier Exxon, 38 ans de service au compteur. « *J'ai rencontré beaucoup de gens malades* » dans la région, confie également Colin Cox, l'un des avocats de l'Environmental Integrity Project, une organisation à but non lucratif de défense de l'environnement.

Un « *très bon ami* », un père, un frère, l'histoire pourrait aussi se lire à travers les résultats d'une récente étude de l'université du Texas : toutes les personnes qui habitent dans un rayon de 15 kilomètres autour d'une raffinerie au Texas ont, d'après les universitaires, statistiquement plus de chances d'avoir un cancer, en particulier des poumons ou du système lymphatique, présentant un taux d'incidence respectivement de + 27 % et + 19 %.

La petite ville de Port Arthur, par exemple, 55 000 habitant·es, compte à elle seule trois raffineries. On pourrait croire, avec les gigantesques bénéfices engendrés par les industriels, des profits qui se comptent en dizaines de milliards de dollars, que la ville roule sur l'or. Et pourtant les quartiers ouest paraissent complètement dévastés.



Une installation de gaz naturel liquide à Port Arthur, au Texas, en octobre 2021. © Photo Martha Irvine / AP via Sipa

Les maisons modestes, laissées à l'abandon, sont délabrées. Les immeubles tombent eux aussi en ruine. Dehors, les jardins publics sont vides ; au parc, pas un enfant qui joue. 30 % quasiment de la population, noire et latino pour la plupart, vit dans la pauvreté, selon les chiffres du Département du commerce américain.

Lorsqu'on aborde les riverains dans la rue, personne ou presque à Port Arthur ne souhaite pourtant s'exprimer. « *Les gens ne parlent pas de cancer ou de pollution parce qu'ils ont besoin de manger* », explique une résidente. Ils dépendent des jobs offerts par les grandes multinationales du pétrole et du gaz. Cette résidente, elle, dit refuser d'y travailler : « *Trop dangereux.* » Mais « *pour arriver à bien gagner sa vie, ajoute-t-elle, il faut travailler à la raffinerie !* »

Les résidents installés autour du golfe du Mexique sont ainsi face à un double dilemme. En 2021, le puissant secteur pétrolier et gazier dit avoir employé plus de 400 000 personnes au Texas. Il dit aussi avoir payé, en taxes et royalties, presque seize milliards de dollars. Autant d'argent qui permet de financer les services publics, comme les écoles et les universités.

Le Texas, un État plus grand que la France, est devenu outre-Atlantique le premier producteur de pétrole et de gaz naturel, grâce à l'essor du gaz de schiste. Mais les gens sont en train de tomber malades, voire d'en mourir.

À cette réalité s'ajoute désormais la guerre en Ukraine. Pour permettre à l'Europe de réduire sa dépendance en gaz russe, le président Biden s'est engagé au mois de mars à livrer 15 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié (GNL) supplémentaires au Vieux Continent en 2022 et jusqu'à 50 milliards de mètres cubes par an d'ici à 2030.

« Plutôt que de continuer d'alourdir le fardeau qui pèse sur des communautés déjà sacrifiées, accélérons la transition vers les énergies propres. »

John Beard, militant écologiste

Sur le plan économique et diplomatique, l'annonce apparaît comme une excellente nouvelle pour les États-Unis. Une bonne nouvelle, sauf pour l'environnement. Et pour les habitants du golfe du Mexique. À Port Arthur et aux alentours, en plus des raffineries, de nouveaux terminaux destinés à produire davantage de GNL s'apprêtent ainsi à voir le jour.

« En plus des millions de tonnes de gaz à effet de serre, le boom du GNL apporte une variété de polluants atmosphériques toxiques, alerte Colin Cox. Les grandes turbines qui alimentent la plupart des terminaux GNL émettent entre autres de grandes quantités d'oxyde d'azote, ou des composés organiques volatils [COV – ndlr] qui ont tous une variété d'effets négatifs sur les poumons et le cœur des gens. »

« Nous comprenons la situation en Europe avec l'Ukraine et le GNL, ajoute à son tour John Beard, le militant écologiste qui a fondé l'association Port Arthur Community Action Network. Mais plutôt que de continuer d'alourdir le fardeau qui pèse sur des communautés déjà sacrifiées, accélérons la transition vers les énergies propres et renouvelables. »

Au quotidien, ce fardeau se lit dans les bulletins officiels, les rapports d'incident ou les plaintes déposées par les riverains auprès de la Texas Commission on Environmental Quality (TCEQ), l'agence environnementale de l'État du Texas. À Port Arthur par exemple, une dizaine de multinationales dépassent constamment certains seuils de régulation adoptés au niveau fédéral, en 2015, via le Clean Air Act.

### Total dépasse les rejets autorisés de benzène

Parmi les géants de l'industrie du gaz et du pétrole épinglés : le français TotalEnergies, implanté sur différents sites autour du golfe du Mexique, à Freeport pour le GNL ou encore à Port Arthur pour le raffinage du pétrole. Avec plus de 200 000 barils produits par jour, Total émet à Port Arthur plus du double du seuil autorisé de benzène, un hydrocarbure dérivé du pétrole brut pourtant classé cancérigène par les autorités fédérales américaines.

Entre mars 2018 et mars 2022, TotalEnergies a ainsi émis 19,6 microgrammes par mètre cube de benzène (avec des pics à 58,1 microgrammes), détaille l'Environmental Integrity Project, contre 9 microgrammes par mètre cube autorisés.

Pour les riverains qui alertent la TCEQ, le quotidien ressemble à ça : « Le plaignant a déclaré qu'il y avait des fumées toxiques sentant l'essence provenant de Total/Motiva » ; « Le plaignant a déclaré qu'une fumée noire résiduelle s'échappe [...] depuis vingt minutes [...] Le plaignant fait mention d'une odeur irrespirable »... En tout, depuis 2019, TotalEnergies a déclaré une cinquantaine d'« incidents » pour sa seule raffinerie de Port Arthur.

En ce qui concerne le GNL, une grosse explosion s'est aussi produite en juin 2022, non loin de Port Arthur, au terminal Freeport GNL en partie exploité par TotalEnergies. Les médias américains ont alors décrit une « boule de feu » de plus de 100 mètres de hauteur qui a engendré des émissions excessives de monoxyde de carbone, de dioxyde de soufre ou encore de composés organiques volatils.

« Les amendes liées à la pollution sont généralement trop faibles pour inciter l'entreprise à changer de comportement. »

Colin Cox, avocat

Contacté par Mediapart aux États-Unis et à Paris, TotalEnergies n'a pas donné suite à nos demandes d'entretien. Dans les médias locaux américains, les porte-parole de la multinationale française ont toutefois déclaré, concernant la raffinerie TotalEnergies de Port Arthur, que celle-ci prenait « *au sérieux sa responsabilité de réduire son empreinte environnementale* », et qu'elle avait réduit à ce titre (entre octobre 2021 et avril 2022) ses émissions de benzène.

TotalEnergies dit par ailleurs avoir « *investi plus de 1,2 million de dollars l'an dernier dans des projets d'amélioration conçus pour réduire les émissions de benzène de la raffinerie de Port Arthur* ». Des chiffres néanmoins qui ne collent pas avec les estimations les plus récentes de l'Environmental Integrity Project. Concernant le benzène, avec 15,6 microgrammes par mètre cube, les émissions de Total à Port Arthur dépassent toujours, début 2022, le seuil fédéral autorisé.

Et la pollution, liée aux raffineries ou au GNL, pourrait durer encore longtemps. Le système tel qu'il est conçu aujourd'hui, conclut Colin Cox, ne profite qu'aux industriels. « *Lorsqu'il y a des sanctions financières prises au niveau de l'État du Texas, regrette-t-il, les amendes liées à la pollution sont généralement trop faibles pour inciter l'entreprise à changer de comportement.* »

Et pour les habitant-es, ajoute-t-il, les sources de pollution sont tellement nombreuses dans la région qu'il est « *impossible de prouver [devant les tribunaux] que votre cancer a été causé par cette pollution-ci plutôt que par cette pollution-là...* »

**Patricia Neves**

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Stéphane Allès et Carine Fouteau

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

**Rédaction et administration** : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : Société Editrice de Mediapart

**Abonnement** : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.